



Westminster & City News

NUMÉRO 22

Du 29 mai au 4 juin 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

L'épargne des ménages et la liquidité des entreprises ont cru en avril - Les avoirs monétaires des entreprises non-financières ont augmenté de 17,7 Md£ en avril (dont 16,3 Md£ provenant de financement extérieur grâce à l'émission d'obligations), après une hausse déjà très importante en mars de 24,1 Md£. L'accroissement de leur liquidité en mars et en avril, notamment grâce aux dispositifs de prêts mis en place par le gouvernement et la Banque d'Angleterre, correspond à 8 % de PIB trimestriel ou 42 % des profits trimestriels. L'épargne des ménages a également augmenté, de 16,2 Md£ en avril, le gouvernement ayant soutenu les revenus des ménages et la consommation ayant diminué. Les crédits à la consommation ont chuté de 7,4 Md£ en avril, reflétant la baisse des prêts aux ménages mais surtout le remboursement anticipé des emprunts contractés. Le nombre de prêts hypothécaires a diminué à 15,8K en avril, contre 56,1K en mars.

Le marché du travail britannique s'est replié au premier trimestre - Selon l'ONS, les heures travaillées hebdomadaires étaient en baisse de 2,5 % au T1 2020 en glissement annuel, contre une baisse de 2,2 % au T1 2009 pendant la crise financière. Le secteur de l'hôtellerie-restauration a été le plus touché, avec une baisse de 11,8 % des heures travaillées au T1, suivi par le secteur de la construction avec une baisse de 5,8 %. Les premières indications montrent que les travailleurs indépendants et les moins de 25 seraient les plus affectés par la perte d'heures travaillées. Sur la période février-avril 2020, les emplois vacants ont diminué de 24,8 % en glissement annuel, la baisse la plus importante depuis 2009. La diminution des emplois vacants est observée particulièrement dans les entreprises de moins de 50 salariés (-36,1 %) et le secteur de l'hôtellerie-restauration (-41,5 %).

Les PMI indiquent un léger redressement de l'environnement économique, mais restent en territoire de contraction - L'indice PMI composite de Markit s'est établi à 30 en mai, contre 13,4 en avril. Un PMI sous 50 indique une contraction de l'activité, mais sous les conditions actuelles particulières il est probable qu'il soit davantage le reflet des incertitudes des entreprises sur le futur que de leur niveau de production. Le PMI des services s'est établi à 29 en mai contre 13,4 en avril, soutenu par la reprise des livraisons à domicile pour de nombreux restaurants. Le PMI manufacturier a également augmenté, s'établissant à 40,7 en mai contre 32,6 en avril. Associé à la hausse de la consommation d'énergie journalière et des transits de camions à travers le pays, cette amélioration suggère une augmentation de la production de biens manufacturiers. Enfin le PMI de la construction s'est établi en hausse à 28,9 en mai, contre 8,2 en avril, grâce à la réouverture de la plupart des sites de construction ces dernières semaines.

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS**Le RU s'apprête à obliger les sites de vente en ligne à percevoir la TVA sur leurs ventes à l'étranger -**

Un document fuité dans la presse révèle que l'administration fiscale britannique (HMRC) aurait l'intention de mettre fin au statut des marchés en ligne en tant que simples facilitateurs des ventes britanniques de produits étrangers et de les traiter comme des vendeurs chargés de reverser la TVA au gouvernement à partir de janvier 2021. Le HMRC estime la fraude à la TVA de ces entreprises à 1,5 Md pour 2016-17 que les détaillants britanniques de la grande distribution identifient comme une pratique anti-concurrentielle. Le document du HMRC proposerait également la suppression de l'allègement fiscal qui permet aux marchandises d'une valeur inférieure à 15£ d'être expédiées au RU depuis l'étranger en franchise de TVA. Certains craignent que ces nouvelles mesures n'entraînent des coûts administratifs supplémentaires qui se répercuteront sur les consommateurs alors que des associations de lutte contre la fraude saluent l'initiative.

Le plus grand fonds de pension du RU va réduire ses investissements dans les industries « sales » -

Le *Universities Superannuation Scheme* (USS), qui gère 68 Md£ d'épargne-retraite pour 400 000 universitaires, a annoncé qu'il allait exclure pour la première fois certains investissements de son portefeuille financier. Ces exclusions commenceront par la vente d'environ 180 M£ d'actions dans le secteur du tabac et du charbon ainsi que les investissements dans l'armement. La vente complète devrait avoir lieu d'ici les deux prochaines années. Le régime de retraite s'engage par ailleurs à ne plus acheter dans ces domaines à l'avenir, ni dans les entreprises énergétiques qui tirent plus de 25 % de leurs revenus du charbon thermique. La décision d'USS de se désengager fait suite à un examen de son portefeuille commencé à la fin de l'année dernière au cours duquel l'entreprise a souhaité renforcer l'approche éthique de ses investissements.

Un investisseur propose de soutenir les PME en situation de ne pas pouvoir rembourser les PGE -

L'un des plus grands fonds d'investissement britanniques dans les PME soutenu par les grandes banques britanniques, le *British Growth Fund* (BGF), va proposer un fonds de 15 Md£ pour aider à renflouer des milliers d'entreprises qui auront du mal à rembourser les prêts garantis par l'État pendant la crise du Covid. La proposition suggère que l'investissement du secteur privé soit complété à due concurrence par des fonds publics dans un format similaire à celui du *Future Fund*, mis en place pour soutenir les start-ups. Elle pourrait donc résulter de la même façon en la conversion de la dette en participations, soit en la création d'une structure de défaisance pour détenir la dette. De son côté, l'association professionnelle TheCityUK propose de créer une société comparable à 3i, créée à l'origine par le gouvernement et les banques après la seconde guerre mondiale pour recapitaliser les entreprises britanniques.

La BoE demande aux banques de se préparer à une absence d'accord dans les négociations UE-RU

- Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, a souligné l'importance de s'assurer que le système financier britannique serait en mesure de faire face à un scénario sans accord pour les relations futures UE-RU. Cette intervention survient alors que les négociations entre Bruxelles et le RU sur leurs relations futures sont très compliquées sur des questions aussi diverses que les droits de pêche dans les eaux britanniques et les normes minimales en matière de concurrence et de réglementation environnementale. La BoE a déclaré qu'il était de sa compétence de préparer le système financier à faire face aux risques.

Le RU prépare sa relance économique -

Le secteur privé appelle à une relance verte dans une [lettre](#) au premier ministre. 206 entreprises et investisseurs implantés au RU (dont BNP Paribas, Aviva, HSBC, National Grid, E.ON, PwC, Unilever, Siemens, BP, Shell, aéroport d'Heathrow) appellent à un plan de relance économique soutenable, juste et créateur d'emplois dans le domaine de l'innovation bas carbone, des infrastructures et de l'industrie. Ils souhaitent que les entreprises bénéficiant d'aides publiques pour faire face aux conséquences de l'épidémie, donnent des gages en termes de gouvernance et adoptent des

stratégies basées sur la science et alignées avec les objectifs britanniques de neutralité carbone d'ici 2050. Selon la presse, le chancelier Rishi Sunak travaillerait à un plan de relance d'urgence pour le mois de juillet qui comprendrait des annonces en matière de reconversion professionnelle, de projets d'infrastructure bas carbone et de soutien aux entreprises technologiques.

Les acteurs financiers britanniques sont favorables à une journée de négoce plus courte – Une [consultation](#) menée par la bourse de Londres a révélé qu'une majorité significative des acteurs interrogés sont favorables à une réduction de la période d'ouverture des marchés d'une heure et demi (9:00-16:00 au lieu de 8:00-16:30 actuellement). A titre de comparaison, les bourses américaines et asiatiques sont ouvertes six heures par jour. Selon les associations *Investment Association* et *Association for Financial Markets in Europe*, cette mesure améliorerait le bien-être au travail, et permettrait d'attirer des profils plus divers, et notamment des femmes, dans un secteur toujours majoritairement masculin. Les acteurs ont également signalé leur préférence en faveur d'horaires harmonisés avec les autres bourses européennes : la bourse de Londres attendra donc la conclusion d'enquêtes similaires par ses homologues européens avant de mettre en place cette éventuelle mesure. A noter également le [feu vert](#) du gouvernement chinois concernant l'introduction à la bourse de Londres de l'assureur China-Pacific Insurance via le *Shanghai-London Stock Connect*.

BANQUES & ASSURANCES

Près de la moitié des bénéficiaires des *Bounce Back Loans* pourraient être en défaut de remboursement – A mesure que s'éloigne la perspective d'une reprise économique rapide, les banques britanniques estiment qu'entre 40 et 50 % des 700 000 emprunteurs ayant eu recours au *Bounce Back Loan Scheme* (BBLs) pourraient ne pas être en mesure de rembourser leurs dettes. Par ailleurs, et alors que la garantie de l'État de 100 % les protège contre le risque de crédit, les banques craignent les risques de réputation auxquels elles s'exposeraient dans le cadre de stratégie massive de saisie et d'actions en justice contre leurs débiteurs (majoritaire des PME, souvent familiales et qui ont emprunté en moyenne 30 000£). Le HMT et le secteur privé ont lancé des réflexions sur la gestion à moyen-terme de ces prêts non performants ; l'ancien chancelier S. Javid s'est notamment déclaré favorable à la création d'une banque de défaillance. Enfin, en parallèle des 21,3 Mds£ octroyés à travers le BBLs, 10 Md£ ont été déboursés à plus de 46 000 entreprises à travers les programmes CBILs et CLBILs, selon les [derniers chiffres](#) du HMT.

Les paiements par carte et sans contact ont continué d'augmenter en 2019 – Selon le dernier [rapport](#) de UK Finance sur le marché des paiements au RU, les paiements par carte représentent pour la première fois plus de la moitié (51 %) de l'ensemble des paiements. Les cartes de débit ont été le mode de paiement le plus utilisé avec 17 Mds de paiements, dont 7Mds sans contact. L'utilisation des cartes de crédit est aussi en augmentation (+ 7 %) pour atteindre 3,3 Mds de paiements, dont 1, 3 Md de paiement sans contact (en partie dus à une émission plus importante de cartes de crédit sans contact en 2019). Au total, le nombre de paiements sans contact effectués avec des cartes de débit et de crédit a augmenté de 16 % pour atteindre 8,6 Mds. Selon UK Finance, cette tendance soutenue en faveur des paiements par carte et sans contact confirmerait une préparation progressive des consommateurs aux changements induits par des crises telles que celle du coronavirus.

L'autorité de la concurrence (CMA) a écrit à la banque RBS concernant son non-respect d'une règle sur les découverts – Selon la CMA, [RBS](#) a omis d'envoyer des alertes SMS pour informer les titulaires d'un « compte jeune » de leur transition vers un compte courant sans facilité de découvert. La banque a ensuite facturé plus de 36 000 clients enregistrant des découverts sans les prévenir. En réponse, RBS a promis de dédommager entièrement ses clients, en leur versant un intérêt de 8 %, d'ici l'été : au total, 2,2 M£ de livres seront reversées aux titulaires des comptes concernés. Au cours des deux dernières années, la [CMA](#) a obtenu auprès de cinq grandes banques qu'elles reversent plus de 47 M£ en remboursements après avoir facturé des clients à découvert sans avertissement préalable.

Le gouvernement précise la mise en place d'une garantie d'État pour les contrats d'assurance-crédit – Le gouvernement va mettre en place un mécanisme de réassurance doté de 10 Mds£ pour les contrats d'assurance-crédit. Cette mesure intervient après plusieurs jours de négociations, et alors que des fournisseurs d'assurance-crédit avaient prévenu qu'ils seraient dans l'obligation de retirer leurs couvertures du marché, ou d'augmenter leurs prix, sans le soutien du gouvernement. Le mécanisme sera ouvert à tous les assureurs actifs sur le marché britannique, et couvrira le commerce domestique et extérieur. Les assureurs devront en revanche renoncer à réaliser des bénéfices sur les contrats couverts par le mécanisme, et ne paieront pas de primes en lien avec ces contrats. Le mécanisme sera rétroactif au 1^{er} avril 2020 et restera en vigueur jusqu'à la fin de l'année.

La FCA fournit des détails sur son action en justice concernant les polices d'assurance contre les pertes d'exploitation – Après avoir consulté 56 assureurs et examiné plus de 1 200 couvertures contre les pertes d'exploitation (« *business interruption cover* »), la FCA a identifié 17 formulations contractuelles contentieuses, sur lesquelles elle demandera une clarification à la Haute Cour de Londres. La FCA espère ainsi fournir plus de clarté aux entreprises assurées et aux fournisseurs de couverture de pertes d'exploitation concernant les obligations de ces derniers dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. Parmi les 16 assureurs ayant utilisé au moins une des formulations contentieuses, la FCA a demandé à huit d'entre eux (dont Hiscox, Royal & Sun Alliance et Zurich), d'apparaître devant la Haute Cour de Londres. La FCA a également clarifié les prochaines échéances : elle déposera son action le 9 juin, et s'attend à une audience en tribunal durant la deuxième partie du mois de juillet.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 5 juin 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)		-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)		80,2%	82,1%
Investissement public net		-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.